



Liminaire de la CGT Educ'Action 93 pour le CTSD 1er degré

28 janvier 2022

Monsieur le DASEN, mesdames et messieurs les membres de la Direction académique,

Nous voici réuni ce 28 janvier pour le dernier Comité technique présidant la carte scolaire, sous la direction du ministère de Jean-Michel Blanquer si l'on se fit au calendrier électoral. Ce comité technique nous donne l'occasion de faire le bilan de ces cinq ans de mandat et d'en tirer les leçons.

1/ Première leçon : Une unité de la profession contre sa politique. Jean Michel Blanquer a été le plus long ministre en place, mais également le plus controversé : installant un malaise profond dans la profession, qui s'est exprimé ce jeudi 13 janvier. 700 000 fonctionnaires étaient en grève, et un nombre de manifestant-es lui aussi exceptionnel. Pour ces mêmes raisons, ainsi qu'en raison de l'inaction de son ministère dans le domaine des salaires, les personnels se sont massivement remis en grève ce jeudi 27 janvier. Si la politique scolaire du ministre Blanquer est parvenue à faire l'unanimité, c'est dans un rejet réel de ses objectifs, de sa philosophie, de ses méthodes et de son mépris.

2/ Deuxième leçon : celle des promesses non tenues. En début de mandat, le Président de la République annonçait la création de 60 000 postes dans l'éducation. Cela aurait dû permettre de revenir au niveau d'emplois qui existait en 2007 avant les suppressions massives menées par les gouvernements sarkozystes. Cette promesse n'a pas été tenue.

3/ troisième leçon : Un projet d'« école de la confiance » qui ne dit pas son nom. Derrière le slogan, la CGT constate la mise en œuvre de la doctrine du New Public management, principale feuille de route de Jean Michel Blanquer et du gouvernement Macron. Celle-ci vise l'amélioration du rapport coût/efficacité du service public grâce à l'application des techniques managériales du secteur privé. Élaborée pour optimiser à court terme et viser la réduction des coûts, elle nie ou néglige les concepts fondateurs du service public. Continuité du service, comme dans les écoles ? Trop cher. Égalité de traitement des usagers, en particulier dans le département pauvre du 93, si l'on compare avec le département de Paris voisin ? Inefficace. Intérêt général ? Non mesurable. On le voit, l'efficacité mesurée est devenue le seul objectif du secteur public. Qu'importe l'accès à tous, ou même la réponse aux besoins ! La gestion désastreuse de la crise sanitaire dans les écoles, est en grande partie la conséquence de cette idéologie.

Rappelons que Le « Nouveau Management Public » (New Public Management) trouve son origine dans les laboratoires d'idées néo-libérales des années 70. Elle fait partie d'un ensemble de recommandations destinées à mettre fin à des formes d'Etat-Providence.

Le retour d'expérience des pays anglo-saxons démontre sans ambiguïté l'absence de bénéfice, même sur l'efficacité, et au contraire les effets pervers importants du new public management. (écoles de ségrégation sociales aux Etats-Unis, la pédagogie unique du bachotage en vue de la préparation des tests et des classements). Ce constat a été fait avant l'an 2000, mais n'a pas ralenti pour autant la mise en œuvre de l'outil.

Pour la CGT, le New public Management nous conduit droit dans le mur. Les personnels l'ont bien compris en se mobilisant sans relâche depuis 5 ans, contre la loi sur l'école de la confiance, la réforme du bac, le

démantèlement des missions du lycée professionnelle, la dislocation de l'éducation prioritaire, le management dans les écoles et la loi Rilhac qui fait perdre sa spécificité au modèle français, initialement construites au 19^{ème} siècle sur le modèle d'une petite république.

4/ quatrième leçon : Des protocoles sanitaires sans concertation, sans considération pour les personnels, les élèves ou les parents. Ils expriment les économies faites sur le dos de la santé des personnels, des élèves et de leurs familles. Aujourd'hui plus personne ne peut nier l'évidence, à part Jean Michel Blanquer : autotest périmés, masques toujours pas livrés, collègues massivement malades. Le gouvernement a une responsabilité majeure dans la situation actuelle et le très haut niveau de contamination. Ces protocoles intenables et insuffisant ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase jeudi 13 janvier. Comme pour le personnel soignant mobilisés pour l'hôpital public, la colère des personnels de l'éducation est bien plus profonde. C'est une colère qui s'exprime face aux conditions de travail qui se dégradent, face aux salaires qui stagnent depuis des années alors que l'inflation, elle, s'intensifie, face au mépris de ce ministre pour qui le travail en concertation n'a aucune valeur.

5/ cinquième leçon : rogner sur les moyens. Cette nouvelle carte scolaire dissimule mal la baisse de moyens derrière la création de dispositifs 100% réussite, Au sortir de près de 2 ans de crise sanitaire, ce sont donc à minima 191 classes que le ministère entend fermer pour ouvrir 7 classes ordinaires et 221 dispositifs « 100% réussites ». **Notre analyse CGT :** les ouvertures concernent quasi-exclusivement le dédoublement de classes, notamment celles de Grande section dans les écoles REP. Blanquer poursuit donc ses réformes à moyens constants : ils ferment des classes en nombre pour ouvrir coûte que coûte des dispositifs 100% réussite en GS dans les écoles REP. Cherchez l'erreur. Le nombre de fermetures est quant à lui provisoire et risque d'augmenter : en juin, un deuxième volet de mesures devrait être acté lors du second CTSD, entraînant une hausse supplémentaire des fermetures. 191 personnels vont ainsi perdre leur poste ou affectation et les effectifs de classes continuer d'augmenter, entraînant avec eux les difficultés scolaires déjà criantes de nos élèves.

Certaines villes seront particulièrement affectées : c'est le cas des villes du bassin 1, bassin le plus pauvre du département : A Saint-Denis, 28 fermetures de classes sont annoncées. Soit l'équivalent de 4 écoles fermées. A La Courneuve, 13 fermetures annoncées. A Saint-Ouen, 11 fermetures annoncées.

6/ sixième leçon : une carte scolaire qui ferme les yeux sur la flambée des inégalités scolaires et sociales dans le 93. Le constat de cette nouvelle carte scolaire laisse un goût amer : le ministère de l'Éducation nationale participe voire organise cet échec scolaire, en accordant des moyens dérisoires au département qui en a le plus besoin. Le manque de moyens criant dégrade les conditions de travail des personnels de l'éducation en Seine Saint Denis et contribue malheureusement à en faire un département « repoussoir ». Plus largement, un quart des baisses de postes au niveau national auront lieu dans notre académie. Les baisses démographiques sont surévaluées et constituent le principal argument aujourd'hui de la Direction académique. Rien sur la hausse record des inégalités reconnue par le ministre lui-même, rien sur les perturbations profondes qu'entraîne la crise sanitaire, rien sur les spécificités de notre académie, la plus pauvre d'hexagone.

Pour la CGT, l'allègement des effectifs de toutes les classes est une prérogative pour faire face à la pandémie et une nécessité pour faire progresser nos élèves ainsi que le démontre les recherches en sciences de l'éducation. Concernant la création de dispositifs 100 % réussite e, REP, Faute de locaux, de nombreuses co-interventions seront imposées et les structures innovantes (PS-GS) ou multi-âges, seront remis en cause.

Pour la CGT , le gel des fermetures de classes et un recrutement massif auraient dû constituer le préalable à la mise en place des protocoles sanitaires.

La CGT Educ'Action, le 28 janvier 2022

